

Les perles gouvernementales

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1978)**

Heft 443

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1027018>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Et vous ? Est-ce que le Conseil fédéral vous aime ? Est-ce que M. Kurt Furgler se soucie de vous comme il se soucie de sa fille Claudia, par exemple, qui lui a causé bien du souci ?

Allez, ne répondez pas tous ensemble !

Comment, le Conseil fédéral ne vous aime pas ! Je m'en doutais. S'il ne vous aime pas, comment voulez-vous qu'il vous respecte vraiment ? Il ne peut pas vous respecter puisqu'il ne vous connaît pas. Au mieux, il peut vous craindre, se disant : « achtung, si je leur marche trop sur les pieds, à ces microbes, ils vont gueuler ». Mais si vous ne gueulez pas... il continuera de vous marcher sur les pinces, avec la meilleure conscience du monde. C'est son travail. Le vôtre, c'est de gueuler le plus fort possible. La démocratie n'existe pas : ce n'est qu'une affaire de cordes vocales et de capacité pulmonaire. Les Grecs avaient très bien compris ça. Ce n'est pas pour rien que je relis ce temps Xénophon. C'est un garçon très bien.

Mais où voulais-je en venir, je ne sais plus...

Ah ! oui. Il paraîtrait que le nouveau projet de nouvelle constitution fédérale limite habilement et sérieusement les pouvoirs des cantons.

Oh oh.

Eh bien, ça va gueuler.

Du moins, j'espère que ça va gueuler de toutes parts.

Ecrivez lui, au petit père des peuples Furgler. Ne vous gênez pas. C'est tout ce que j'avais à vous dire.

Gil Stauffer

PS : j'ai reçu l'autre jour une photo-carte postale de M. Hans Peter Tschudi, m'invitant à voter oui à la Neuvième Symphonie de l'AVS. Une photo de Tschudi ! Envoyée par l'USS et le PSS ! Non, mais des fois, ils nous prennent pour qui, ces imbéciles ? Tschudi, c'est Notre-Dame de Lourdes, c'est Sainte Thérèse de Lisieux ? Il fait des miracles ?

PPS : un oubli a rendu incompréhensible — mea culpa — le titre de ma dernière chronique : « La

publicité, c'est Hitler ». Voilà la citation : « Toute propagande doit établir son niveau intellectuel d'après la compréhension du plus borné parmi ceux auxquels elle s'adresse ». C'est tiré de *Mein Kampf* et cité par R.-G. Schwartzberg, in « L'Etat-Spectacle », p. 207. Un livre qui n'a pas été lu par les dirigeants de l'USS et du PSS, ni par M. Tschudi (livre de poche).

PPPS : mon copain François (ex-honorable contrebandier) écrit des poèmes. Les Editions Bertil Galland ne devraient pas tarder à publier un recueil de sa plume intitulé « Le Cercle du Froid ». Dès que vous le verrez, achetez-le. Il vous rafraîchira pendant les chaudes journées d'été. (C'était notre rubrique « Les copains d'abord ». D'ailleurs, je devais cela à François puisque j'ai mis à plat la batterie de sa voiture, récemment, et qu'il en était vert de rage. Ces poètes automobilistes, ils n'ont pas le sens du relatif...)

GENÈVE

Les perles gouvernementales

Tous les six mois le Conseil d'Etat genevois communique au Grand Conseil un rapport sur « les questions fédérales importantes » ; il y donne en résumé les réponses qu'il a faites à l'occasion des procédures de consultation conduites par Berne.

Dans la dernière livraison de janvier le gouvernement genevois se livre à une opération-vérité : à propos d'un projet de loi sur la protection de la vie privée il répond au Conseil fédéral qu'« ...il ne serait pas réaliste de proscrire purement et simplement les procédés de poursuite et de prévention pénales par la surveillance ou l'écoute en matière de télécommunications. Cela se pratique maintenant sans base légale et la plupart du temps à l'insu des personnes touchées. Il suffit d'utiliser habilement ces procédés pour placer le prévenu devant des preuves classiques et concrètes déduites d'intrusions techniques dont le dossier ne porte aucune trace ».

En bref : vive les écoutes téléphoniques et autres gadgets électroniques ; si législation il doit y avoir qu'elle n'empêche pas leur utilisation. D'ailleurs même sans base légale on s'en sort très bien ; question d'habileté. Il suffit d'être moins naïf que la justice bâloise qui, dans un procès contre deux responsables d'un comité de soldats, a mentionné l'utilisation des écoutes téléphoniques pour confondre les prévenus ; ce qui lui a valu d'être réprimandée par le Tribunal fédéral.

Reste le fait, grave, qu'aucun organe indépendant n'est habilité à contrôler cette forme de violation de la sphère privée par les enquêteurs. Le parlement fédéral lui-même, à la requête de Kurt Furgler, a renoncé à se donner cette compétence !

Dans le même rapport, le gouvernement genevois, à propos de la révision de la loi sur l'énergie atomique, approuve l'introduction de la clause de besoin : toute autorisation nouvelle en matière d'installation atomique est subordonnée à la preuve qu'il existe un besoin réel d'énergie ; mais le Conseil d'Etat est d'avis qu'il faudra tenir compte du préavis des producteurs d'électricité ; ces derniers seraient les mieux à même d'évaluer les besoins et auraient fait la preuve qu'ils ont toujours su proportionner l'offre à la demande.

L'exécutif genevois veut rire : les entreprises électriques, bien qu'aux mains des collectivités publiques, se sont toujours comportées comme des entrepreneurs privés ; elles ont constamment cherché à accroître leur part du marché et donc à pousser la demande. Tenir compte de leur préavis en matière de besoin revient à demander aux chasseurs s'il est opportun d'interdire la chasse.

Ces deux exemples montrent bien l'inconsistance, le peu de sérieux du gouvernement genevois lors des procédures de consultation (qu'en est-il des autres cantons ?) Plutôt que de renforcer le fédéralisme, la consultation des cantons ne semble que servir de chambre d'écho aux idées reçues. Les populations cantonales sont bien mal servies par leurs gouvernements.